

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

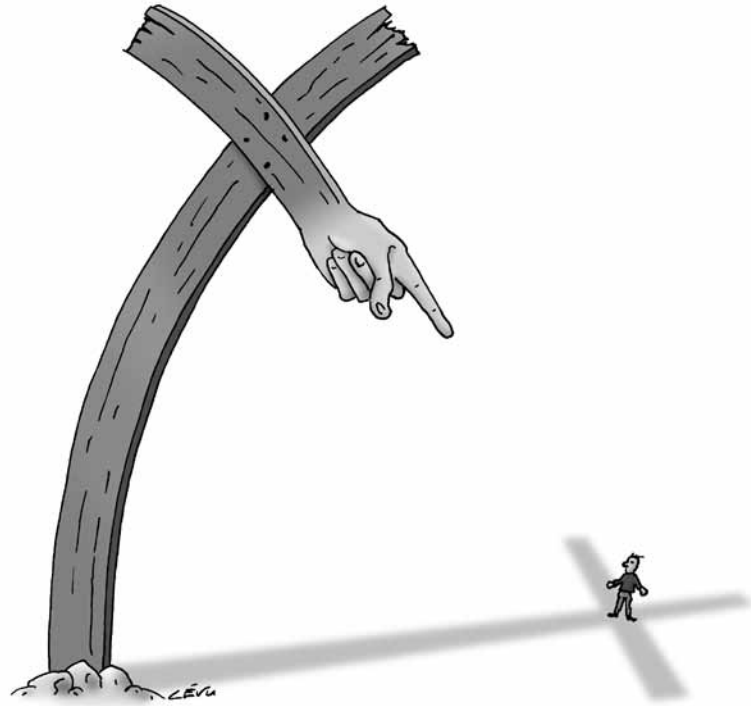
ÉDITORIAL

Les religions en question

Au travers de ce numéro, *Pages de gauche* laisserait-il tomber le masque derrière lequel se dissimule la figure enragée de l'inquisiteur anticlérical et bouffeur de curé ou de nonnes, du laïcard borné et intolérant face à tout ce qui relève de la croyance et des institutions religieuses? Est-ce là l'alternative caricaturale à laquelle nous ne pouvons échapper si nous souhaitons nous positionner sur le statut et le rôle de la religion dans notre société: soutenir sans faillir la liberté fondamentale de croyance et d'opinion, ou chercher l'éradication complète de cet opium du peuple?

La problématique posée mérite de la nuance dans l'analyse et dans l'élaboration de réponses pragmatiques. Et pourtant, le problème religieux est manifeste, que ce soit au niveau national ou international. Oui, l'évolution des relations internationales reste préoccupante, entre des États-Unis qui s'affirment être une «Nation de croyant-e-s», des oiseaux de mauvaises augures qui nous prédisent de nouvelles guerres de religions d'ampleur mondiale, des États engoncés dans leur théocratie obscurantiste, et des dirigeant-e-s européen-ne-s qui cherchent, pour des motifs purement électoraux, à fédérer le continent autour de ses «racines chrétiennes». Oui, en Suisse, l'absence patente de séparation entre les églises et l'État dans la plupart des cantons a de quoi faire frémir. Et non, en Suisse toujours, nous ne pouvons laisser la religion exercer son prosélytisme à l'école obligatoire, ni laisser les élu-e-s se prosterner devant les symboles du christianisme. Car une communauté démocratique, reposant sur la liberté des individus, ne peut pleinement se concrétiser en dehors d'une sphère publique affranchie du poids des revendications et des affirmations religieuses.

Réd.



Dossier spécial: religions et laïcité

Parmi les questions qui fâchent à gauche, il y a celle de la religion, à la fois dans sa dimension la plus abstraite (sommes-nous matérialistes, sommes-nous croyant-e-s?), mais aussi dans sa dimension très concrète (quel rapport entretenons-nous avec les églises instituées?).

Pages de gauche a décidé de consacrer son dossier d'été à cette question, au risque de déranger certain-e-s de nos lectrices-eurs, mais avec la ferme conviction qu'il s'agit d'un ensemble de problèmes que l'on ne peut laisser indiscutés, car ils hantent sinon les débats de la pire des manières.

Lire en pages 3-7

■ Gauche du PS

Entretien avec Pierre Aguet

Page 8

■ Sahara occidental

Une lutte anticoloniale oubliée en Afrique du Nord

Page 9

■ Syndicalisme

Victoire historique dans le domaine du travail domestique

Page 10

CAMARADE CHRONIQUEUSE

Messes communautaires estivales

Je m'y suis rendue souvent, et en règle générale plusieurs jours durant. J'ai même régulièrement calqué mes vacances sur leurs agendas. J'ai frénétiquement tapoté sur les touches de mon clavier de *mac* pour espérer obtenir encore des billets en ligne dès l'ouverture des réservations. J'y ai passé de bons moments avec des amis et j'y ai même fait des rencontres sympathiques.

Aujourd'hui, je n'y vais plus. Ce n'est ni en raison du prix des billets, ni en raison du fait que je préfère passer mes jours de congé estivaux ailleurs, ni parce que je ne me sens plus "djeune", donc décalée, bien au contraire! Ce n'est pas davantage parce que je n'apprécie plus la musique et les artistes, car j'alimente régulièrement mon *ipod* des CD que j'acquiers, que ce soit le produit de nouveaux artistes ou de "dinosauriques du rock".

Aujourd'hui, je n'y vais plus car les festivals me laissent dans la bouche la désagréable sensation de me trouver, là encore, dans un monde tellement globalisé que tous ces événements semblent issus du même moule. Les mêmes artistes s'y produisent au gré de leur tournée, le jeudi de juin chez l'un, le vendredi de juillet chez l'autre, le samedi d'août chez le troisième. La nourriture proposée y est sempiternellement la même: kebab, nouilles chinoises, boulettes orientales, foie gras, crêpes, tartines à la confiture et, souvent, ce sont les mêmes commerçant-e-s qui plantent leurs échoppes dans chacun des festivals.

L'impression ressentie est celle, tout aussi désagréable, que l'on trouve dans les centres urbains des moyennes et grandes villes, ici et dans le reste du monde. Que l'on se rende à Istanbul ou à Athènes, que l'on se rende à Barcelone ou à Paris, que l'on se rende à Berlin ou à Zurich, les mêmes enseignes commerciales internationales s'offrent à notre vue. Pour trouver du pittoresque, de l'authentique, du différent, de l'artisanat, des PME, il faut bien chercher dans les petites ruelles ou aller au Grand Bazar, et encore!

Je ne veux plus endosser le rôle d'un mouton de Panurge et j'ai donc décidé de quitter le grand troupeau des festivalières-ers des raouts commerciaux pour, désormais, fréquenter les «autres festivals», les «alternatifs», ceux dont l'aspiration est certes de divertir et d'enchanter les mélomanes, mais aussi de délivrer des messages, de susciter la réflexion, de déranger, de nous inciter à retrouver notre authenticité et notre singularité. À l'instar du festival antifasciste et antiraciste de l'Usine à Genève qui a à nouveau vécu cette année, du 2 au 5 juin, après six ans de pause. Au programme: concerts bien sûr (punk, hip hop, reggae, metal, ska) mais aussi des débats... Avec un millier de personnes par soir, ce festival est en outre de taille humaine, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités pour celles et ceux qui, comme moi, aspirent à la proximité plutôt qu'à l'uniformité des standards commerciaux.

Valérie Garbani

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Feriae sacrae ou feriae profanae?

Sacrées ou profanes, les vacances? Dans tous les cas toujours trop courtes! *A priori*, les Suisses auront l'occasion de se prononcer en 2012 sur cette question puisque la voie est ouverte à un vote sur l'initiative «6 semaines de vacances pour tous». Cette initiative lancée par Travail.Suisse et déposée en juin 2009 demande que l'art. 110 de la Constitution soit complété par le texte suivant: «Tous les travailleurs ont droit à des vacances payées de six semaines par an au minimum».

Le Conseil fédéral avait recommandé son rejet dès 2010, le parlement dans sa dernière session avant les vacances vient de le suivre. Au passage, les différentes initiatives parlementaires (trois restaient en suspens qui visaient les cinq semaines annuelles) ont été refusées. Sans surprise, la droite a voté en bloc contre toutes ces initiatives. Au nom de la compétitivité, il serait bien entendu impossible d'accorder plus de vacances. D'autant que cela n'est pas la préoccupation principale des travailleuses-eurs. Pensez-donc, ces dernières-ers veulent gagner plus! La santé et tout le reste attendront.

Rappelons qu'actuellement la loi prévoit un minimum de quatre semaines de vacances par année. Les vacances sont un moyen comme un autre de participer à la réduction du temps de travail. En Suisse, cela fait un long moment que le temps de travail n'est plus réduit – et ce malgré des hausses constantes de la productivité – la dernière grosse baisse faisant suite à la grève générale de 1918 (semaine de 48 heures). À entendre les réactions de la droite, on croirait réentendre les patrons qui ne voulaient rien savoir de la loi fédérale sur les fabriques, qui imposa la journée de onze heures en 1877!

Lors des prochaines échéances électorales, il s'agira de s'en souvenir et d'envoyer tous ces député-e-s en vacances!

Mathieu Gasparini

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.–

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini

(MG), Philippe Gilbert (PG), Stéphanie Pache (SP), Emilie Pasquier (EP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Duros, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Antoine Chollet

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:
Dominique Hartmann, Salima Moyard
Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Solutions mots croisés

Horizontalement: 2. Sommaruga, 6. Freysinger, 7. Perrin, 10. Favre, 11. Germanier, 15. Lüscher, 16. Ruey, 18. Comte, 19. Keller, 20. Burkhalter, 21. Reimann, 22. Leuenberger.
Verticalement: 1. Bugnon, 3. Fournier, 4. Darbellay, 5. Hiltbold, 6. Fehr, 8. Savary, 9. Neyrinck, 12. Couchepin, 13. Schluer, 14. Bättig, 17. Rielle.

DOSSIER: RELIGIONS

De l'utilité d'un débat sur la religion

L'objectif de ce dossier vise à questionner ce qui, à nos yeux, ne l'est pas assez, que ce soit dans l'opinion publique suisse ou chez nos élu-e-s: la place et le rôle de la religion dans notre société. Il s'agit plus précisément de soulever deux points qui nous semblent essentiels: le statut des institutions (car les églises sont des institutions comme les autres) et du discours religieux dans la sphère publique, et l'incompatibilité entre les modes de pensée et d'action du socialisme et de la religion.

Il n'y a pas de retour du religieux en Suisse, au sens que nous serions aujourd'hui plus enclin-e-s à croire ou à pratiquer une religion quelconque, mais plus vraisemblablement un regain de légitimité du discours des autorités religieuses auprès des médias et des politiques. Ceci n'est pas sans poser problème pour une pensée démocratique soucieuse de l'égalité de toutes et tous, mais surtout pour une pensée de gauche luttant contre toute forme de pensée discriminatoire. Car les religions, qu'on le veuille ou non, produisent de la discrimination.

VÉRITÉ ET DISCRIMINATIONS

Fonctionnant à partir d'une vérité révélée, donc selon un principe d'exclusivité fondé sur l'incompatibilité des vérités, les religions séparent et divisent, d'une part, les croyant-e-s entre eux (catholiques vs protestant-e-s, musulman-ne-s vs chrétien-ne-s, etc.) et, d'autre part, les croyant-e-s des athées ou des agnostiques.

Ne pouvant totalement inclure l'autre dans sa différence philosophique ou religieuse, elles ne font au mieux que tolérer cette différence, en entamant, avec les autres religions, ce qu'elles appellent du «dialogue interreligieux», dialogue qui réaffirme les identités de groupe, renforçant par là même le communautarisme. À l'opposé se trouve la pensée de gauche, démocratique, laïque et universaliste, qui prône la neutra-

lité confessionnelle de l'espace public, valorisant l'attachement aux seuls principes démocratiques, et refusant de soutenir les particularismes qui divisent.

À partir de ce constat, il nous a semblé urgent et nécessaire de repenser la présence active des religions dans la cité, et le soutien qu'elles reçoivent des politiques. Bien évidemment, le christianisme, à travers ses

variantes protestantes et catholique romaine, fait partie intégrante de l'histoire suisse, mais l'histoire est par définition ce qui ne cesse d'évoluer. Loin d'oublier le passé, nous pensons qu'il faut le dépasser afin d'accélérer le processus de sécularisation, c'est-à-dire la disparition progressive de la référence au sacré dans nos sociétés.

La rédaction

DOSSIER: RELIGIONS

La libre pensée en Suisse

S'afficher libre penseuse-eur et militer en Suisse relève manifestement du sacerdoce. Depuis la création, en 1908, de la Confédération des Libres Penseurs suisses allemands, la *Deutschschweizer Freidenkerbund*, ses militant-e-s ont eu régulièrement maille à partir aussi bien avec les autorités religieuses qu'avec l'État lui-même. La Libre pensée fut, entre autre exemple éducatif, surveillée par les autorités fédérales durant la Guerre froide... Plus proche de nous, Valentin Abgottspon, enseignant en Valais, s'est vu licencier avec effet immédiat pour «rapport de confiance brisé». À l'origine plus que probable de ce licenciement, le fait d'avoir décroché de sa salle de classe un crucifix – geste blasphématoire! – qui coïncidait de peu avec sa nomination à la présidence de la section valaisanne de la Libre pensée... Ne regroupant dans toute la Suisse que quelque 1200 membres répartis en douze sections, l'Association suisse des libres penseurs (ASLP) n'en est pas moins active, s'invitant parfois sur la scène médiatique comme ce fut le cas, il y a peu, avec la campagne: «Dieu n'existe probablement pas... cesse de t'en faire – profite de la vie!», slogan placardé sur certains autobus suisses. Les revendications des libres penseuses-eurs suisses ne souffrent d'aucune ambiguïté:

l'association milite pour une séparation nette des églises et de l'État, ce qui impliquerait que ce dernier renonce «au soutien financier des églises par l'argent public», «à la levée de l'impôt paroissial», «à l'enseignement religieux dans et par les établissements scolaires publiques» et enfin, plus globalement, «à la symbolique religieuse dans le domaine public».

S'ARMER DE COURAGE

Ces revendications, des plus légitimes pour toute pensée laïque, ne peut que buter sur la résistance des églises qui, dans certains cantons, ne survivent financièrement que grâce au soutien de l'État. Malheureusement, même si l'on constate, d'après les dernières enquêtes de l'Observatoire des Religions en Suisse, que seuls 17% de la population suisse fréquentent régulièrement une institution religieuse, la majorité de cette même population considère en revanche que les églises sont des acteurs importants pour l'aide aux plus défavorisé-e-s. Le combat laïque, nécessaire à la santé de la démocratie, doit donc s'armer de courage pour convaincre que le rôle des églises peut être dépassé par une action sociale dépourvue de toute coloration confessionnelle.

Philippe Gilbert

DOSSIER: RELIGIONS

Un parti aux dieux!

En parcourant l'encyclique de 1991 du Pape Wojtyla (*alias* Jean-Paul II), *Centesimus Annus*, on ne peut qu'être frappé par la ressemblance de ce texte avec ceux produits par les partis socialistes, comme le programme du PSS de 2010. En 1991, le texte pontifical peut même faire figure de brûlot gauchiste en dénonçant le néolibéralisme, le capitalisme sans limites et la mondialisation. Mais les choses sont plus compliquées.

Rappelons que *Centesimus Annus* célébrait le centenaire de l'œuvre majeure de la «doctrine sociale» de l'Église catholique, *Re-*

rum Novarum du pape Léon XIII. Celle-ci, loin de révéler un souci de la hiérarchie catholique (à la différence d'une partie du clergé) pour les déshérités, s'inscrit dans la lutte contre le «socialisme athée». Léon XIII y plaide pour une harmonie entre patronat et ouvrières-ers, et demande à l'État d'interdire les grèves. Il rappelle que le travail doit rester une souffrance, et que son abolition est impossible à cause du péché originel!

CONTRE LE SOCIALISME

Dans *Centesimus Annus*, Wojtyla poursuit la condamnation de

la lutte des classes et du marxisme «athée». Il leur oppose la «dignité de la personne humaine».

C'est là qu'on trouve l'origine de l'idée selon laquelle le PS devrait devenir un parti de valeur et non plus un parti de classe. Une vision catholique de la société a infiltré notre doctrine. Je ne parle pas ici du fait que certain-e-s camarade exhibent publiquement leur foi privée, mais du fait que le parti a adopté une vision éthique, compassionnelle, et «collaborationniste» de la justice sociale.

La dénonciation de la misère n'est pas l'apanage du mouvement ouvrier. À la différence de la pensée catholique (et, dirions-nous, de toute pensée religieuse), les socialistes doivent en donner une explication matérialiste. S'il y a misère, c'est qu'il y a exploitation. Il y a exploitation du travail de la classe ouvrière par la classe capitaliste, des femmes par la classe des hommes, des pays du Sud par ceux du Nord. Or ces exploitations ne relèvent pas de la méchanceté inscrite dans la nature humaine par un «péché originel», de l'ignorance, ou de l'absence de compassion, mais des lois du développement capitaliste. La disparition de la misère ne passe pas par un capitalisme plus social, ou une collaboration paternaliste entre la-le patron-ne et ses employé-e-s, mais par des luttes: lutte des classes, luttes féministes, luttes anti-impérialistes.

Les valeurs que défendent les socialistes matérialistes ne sont pas idéalistes, descendues directement du Ciel, mais viennent de la réalité concrète, des conditions de vie réelles de la terre et de ses damné-e-s. Une vision catholique de la société est la négation d'une politique socialiste.

Romain Felli

Les grand-e-s penseuses-eurs du socialisme: cherchez l'intrus



Antoine Chollet

DOSSIER: RELIGIONS

Quelles alliances avec les églises?

Tout-e militant-e sait bien que, sur certains sujets politiques, la gauche se retrouve bien souvent seule à se battre aux côtés des églises (ou du moins de certaines d'entre elles). Mentionnons les exemples les plus connus: l'accueil des immigré-e-s, le soutien aux prisonnières-ers, l'aide aux opposant-e-s politiques dans des régimes autoritaires, etc. On ne peut oublier non plus que Martin Luther King était un pasteur baptiste, qu'une partie significative de la résistance française ou allemande contre les nazis a été le fait de combattant-e-s profondément croyant-e-s (alors même que les hiérarchies ecclésiales s'étaient pour le moins accommodées de l'ordre nouveau...), et qu'il n'est pas rare que des sans-papiers trouvent refuge dans des églises, et de ce fait protection face à la police. Cela doit-il pour autant signifier qu'il faille chercher à établir une alliance politique raisonnée?

La question est difficile, et sa résolution purement pragmatique escamote tout de même quelques aspects essentiels. On ne peut en effet oublier que, face aux quelques exemples mentionnés à l'instant, l'histoire montre massivement que les

églises instituées sont presque toujours du côté du pouvoir, y compris lorsque celui-ci est le plus cruel (sous l'Espagne franquiste par exemple), quand elles ne forment pas purement et simplement le pouvoir (dans l'Iran contemporain). Par ailleurs, des divergences idéologiques de fond demeurent avec les églises. La référence à une transcendance, l'autorité d'une parole révélée, l'hétéronomie de principe de toute religion ne peuvent disparaître complètement, à moins de tenir pour quantité négligeable les idées qui animent l'engagement religieux.

Il est encore un rôle que les églises établies sont capables de jouer et qui ne peut totalement nous déplaire. Elles peuvent être, dans les pays à forte tradition religieuse, un *contre-pouvoir effectif* à l'État. Et lorsque ce dernier opprime les plus faibles, pourchasse les «éléments nuisibles», refoule les indésirables, la seule existence de ce contre-pouvoir est importante, sauf bien sûr lorsqu'il emboîte le pas à l'action gouvernementale, ce qui est souvent arrivé, rappelons-le, et peut toujours se reproduire.

Antoine Chollet

DOSSIER: RELIGIONS

La religion dans l'école vaudoise: une neutralité toute chrétienne

Alors que la nouvelle Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) va être soumise au vote populaire vaudois le 4 septembre prochain, accompagnée de la motion Schwab rendant obligatoire une période hebdomadaire d'enseignement des religions dans la grille horaire, leur rapide survol de la question religieuse en milieu scolaire nous semblait s'imposer. Pour ce faire, nous étions accompagné-e-s par une doyenne d'établissement primaire et secondaire vaudois, qui a souhaité garder l'anonymat.

NEUTRALITÉ CONSTITUTIONNELLE ET PROGRAMME «CATÉCHÉTIQUE»

Il est régulièrement entendu dans les débats publics sur l'enseignement du religieux en milieu scolaire obligatoire que l'école est neutre sur le plan confessionnel et politique (art. 45 de la Constitution vaudoise), ce qui signifie que tout prosélytisme doit y être proscrié. Dès lors, l'enseignement chrétien «histoire biblique – cultures religieuses», dispensé actuellement dans le canton de Vaud, ne peut-être que facultatif, ce que rappelle l'art. 53 de la Loi scolaire vaudoise (LS). Facultatif pour les élèves mais obligatoire dans la grille horaire des premières années primaires, jusqu'en 6^e année.

Maintenant, puisque cet enseignement doit être «conforme aux principes du christianisme» (art. 53), un enseignant peut, pour des motifs de conscience, refuser de le donner. N'y a-t-il pas lieu déjà de se questionner sur le caractère obligatoire d'un enseignement affichant sans équivoque sa dimension religieuse? Les manuels Enbiro *Au fil du temps* utilisés pour ces cours, et dont certain-e-s louent l'approche distanciée et critique des religions, n'en restent pas moins un support pédagogique d'orientation chrétienne, visant, entre autre, des objectifs «éthiques et spirituels», comme précisé dans la brochure de présentation. Quoi d'étonnant si l'on constate le nombre de théologien-ne-s et d'acteurs religieux ayant collaboré à l'entreprise! Que signifie dès lors

cet enseignement dans des établissements, comme celui que nous avons visité, qui comptent en leur sein plus de 50% d'élèves issus de cultures autres que chrétiennes? Soit les enfants en sont dispensés, sans qu'on puisse en contrepartie leur offrir d'autres cours, soit elles-ils suivent pieusement une histoire biblique qui laisse bien évidemment peu de place aux autres traditions religieuses, les leurs...

PROSÉLYTISME À L'ÉCOLE?

La nouvelle Loi sur l'enseignement obligatoire contient un amendement du député Claude Schwab (PS) portant sur une révision de l'art. 53 de la LS et du cours d'histoire biblique. Cette initiative propose notamment d'accorder une plus grande place à l'enseignement des religions autres que chrétiennes, s'accordant ainsi sur l'actualité internationale et l'évolution du religieux en Suisse. Malheureusement, à l'«histoire biblique – cultures religieuses» succèderaient les cours d'«éthique et cultures religieuses», intitulé qui fait craindre que l'enseignement ne se transforme en cours de morale chrétienne et de dialogue interreligieux, conservant ainsi pleinement son caractère confessionnel. Comment le perdrait-il d'ailleurs si les manuels scolaires *Au fil du temps* (pour lesquels M. Schwab est impliqué en tant qu'éditeur) servent toujours de support pédagogique? La garantie d'une approche neutre ne reposerait dès lors que sur la seule déontologie de l'enseignant-e. Pis encore, avec cette motion, l'enseignement deviendrait obligatoire pour tous les élèves! L'agence de presse protestante «Protest info» ne s'y était d'ailleurs pas trompée en titrant le 28 septembre 2010, à propos de la motion Schwab: «Vers un enseignement interreligieux obligatoire».

En revanche, le statut obligatoire du cours d'éthique pourrait avoir le mérite d'entraîner l'abrogation de la directive 112 du Département de la formation (DFJC). Celle-ci oblige tout-e directrice-ur

d'établissement à accepter, durant les cours d'histoire biblique et une fois l'an, la visite dans les classes de primaire de représentant-e-s religieuses-eux de l'Église évangélique réformée et de l'Église catholique romaine, seules institutions reconnues de droit public par le canton.

L'ÉTAT CHEZ LUI ET L'ÉGLISE... CHEZ LUI

La doyenne que nous avons interrogée, bien que n'en ayant jamais fait la demande, reçoit donc chaque année les visites du prêtre et du pasteur, contre lesquelles elle ne peut opposer aucun refus. Ils sont en terre conquise et les visites semblent être un dû. Durant les séances peuvent s'y produire parfois des scènes dignes d'un autre âge, où des prêtres au vocabulaire suranné et inadapté, glosent sur la vérité des Écritures et le contenu du Paradis, ou bien se présentent comme «leur Père» à des élèves pour le moins perplexes. Cela prêterait à sourire si certain-e-s représentant-e-s religieuses-eux ne manifestaient, comme ce fut le cas il y a peu, leur franche opposition aux mariages interreligieux, et ce devant des élèves étrangers aux parents concernés par ces unions... D'où, durant la séance, la nécessaire présence de l'enseignant-e en charge de rectifier par la suite, si nécessaire, les propos du ou de la religieuse-eux. En somme, ces visites sont, par leur contenu, mais surtout par leur simple existence, l'occasion d'un prosélytisme religieux cautionné par l'État.

Puisque la constitution vaudoise dit tenir «compte de la dimension spirituelle de la personne humaine», ce n'est que très logiquement qu'elle doit préparer ses ouailles à comprendre et apprécier la parole divine. Le canton de Vaud est un cas parmi d'autres de cette présence du religieux au sein de l'école obligatoire. Maintenant, des protestations encourageantes se font jour, comme au sein de certaines écoles neuchâtelaises, où le mot «laïcité» ose enfin être prononcé.

Philippe Gilbert

DOSSIER: RELIGIONS

Les religions sont-elles solubles dans le libéralisme?

Il existe une tentation à gauche d'adopter à l'égard des religions et de leurs églises instituées l'exigence qui était celle du Parti ouvrier allemand dans son fameux «Programme de Gotha» de 1875: «la religion déclarée chose privée». C'est bien le moins, mais comme le notait Marx dans sa non moins fameuse critique dudit programme: le parti, bien davantage, «s'efforce de libérer les consciences de la *fantasmagorie religieuse*». Cette question du caractère privé de la religion a toujours préoccupé la pensée libérale, qui en a donné des réponses assez peu satisfaisantes.

Premièrement, les croyances religieuses ne disparaîtront pas de l'espace public, aussi radicale que soit la séparation tracée entre ces dernières et l'État. Sur ce point, la pensée politique libérale n'a pas trop de mal à se prononcer. Le principe est que les croyances religieuses influencent les positions d'un nombre important d'acteurs et actrices politiques, mais qu'il faut préserver la neutralité de l'espace dans lequel elles se confrontent. C'est par exemple ce que défend le philosophe libéral Michael Walzer dans un petit texte consacré à la ques-

tion et qui défend précisément la doctrine du «séparatisme».

Il faut pourtant sortir du monde irénique du libéralisme en admettant qu'il est impossible de séparer le contenu du conflit religieux et l'espace de ce même conflit, car le conflit porte précisément sur la sécularisation de cet espace, ce que Walzer ne parvient pas à concevoir.

DISCUSSION IMPOSSIBLE

Mais il y a plus. Dans un texte consacré à la place de la religion dans les sociétés démocratiques, Richard Rorty – autre philosophe politique américain – met au jour une autre conséquence de la présence des religions dans l'espace public. Elles sont, dit-il, des «*conversation-stopper*», des moyens de mettre fin immédiatement à toute discussion. Cela remet aussi en cause un principe fondamental de la démocratie libérale, à savoir le principe délibératif. Il stipule qu'une décision ne peut être juste que si elle a été précédée d'une délibération libre et ouverte. Or Rorty rappelle que ceci est précisément impossible si une partie d'une assemblée justifie ses positions politiques par des arguments religieux, par définition indiscutables.

La conclusion qu'il en tire, cependant, est la même que celle du programme de Gotha: la religion doit rester une affaire privée. Nous voici revenus au point de départ.

Ce que Rorty pas plus que Walzer ne voient, c'est que les rapports entre religion et démocratie ne peuvent qu'être conflictuels, belliqueux en ce sens que tout recul de l'un des protagonistes signifie nécessairement une avancée de l'autre.

La situation actuelle, dans laquelle les églises instituées ont perdu une part non négligeable de leur pouvoir et où la sécularisation s'est largement étendue, nous fait souvent

perdre de vue que les opinions religieuses ne peuvent être traitées exactement comme les autres, pour au moins trois raisons.

Elles se croient tout d'abord fondées sur une *vérité*, ce qui est radicalement incompatible avec toute idée de démocratie où les positions politiques ne peuvent être que des *opinions*, admises comme telles par celles et ceux qui les défendent. Ensuite, on ne peut oublier que les églises instituées se sont à peu près toujours battues contre la démocratie (et ont souvent perdu, dieu merci!). Enfin, les dogmes religieux ne peuvent rester privés, ils sont faits pour régler et ordonner une collectivité, établir ses lois, arrêter ses coutumes, adouber ses chefs, etc.

C'est en définitive par cécité envers le fait qu'il repose sur des *valeurs* – qui sont fortes et qu'il faut défendre – que le libéralisme est incapable de comprendre ce rapport indépassablement conflictuel entre religion et démocratie.

Antoine Chollet

À lire: Michael Walzer, «*Drawing the Line: Religion and Politics*», in *Thinking Politically*, New Haven, Yale University Press, 2007, pp. 147-167; Richard Rorty, «*Religion As Conversation-stopper*», in *Philosophy and Social Hope*, Londres, Penguin, 1999, pp. 168-174.

DOSSIER: RELIGIONS

La laïcité positive, Sarkozy et le choc des cultures

Jean-Luc Mélenchon nous livre ici une brève analyse du discours de Latran prononcé à Rome en décembre 2007 par le président de la République française, Nicolas Sarkozy. Le président avait alors effectivement accepté sa nomination de chanoine honoraire de la paroisse du Vatican. Ce discours fut pour lui un acte fondateur dans sa vision de la laïcité. À travers son ouvrage, Mélenchon démonte donc les ressorts de cette vision pour en révéler les sources d'inspiration et réaffirmer l'incapacité d'analyse historique de Sarkozy.

Il souligne tout d'abord les similarités entre les discours de la papauté et du président. Ils affirment tous les deux que la période de laïcisation de la sphère publique a été une période de souffrances; les Lumières ont été le terreau des tragédies du XX^e siècle; la philosophie et les idéaux n'ont jamais pu donner de sens à l'existence; les institutrices-eurs n'ont pu remplacer les religieuses-eux dans l'apprentissage de la morale. Mélenchon démontre ainsi que Sarkozy inverse le point de vue jusqu'alors défendu par la République française sur la laïcité pour adopter celui de la papauté. De la sorte, la laïcité construite par trois siècles de guerre civile et religieuse, cristallisée dans la mise en œuvre de la loi de 1905 séparant l'Église de l'État, disparaît au profit d'une laïcité positive où l'État devrait promouvoir les religions dans l'espace public

afin de répondre à des aspirations existentielles supposées universelles. Il estime ensuite que le point de vue de Sarkozy s'appuie sur la théorie, au demeurant totalement absurde, du choc des civilisations. Ainsi, le président s'y réfère volontiers créant de la sorte une frontière sanglante et indépassable entre une hypothétique famille civilisationnelle et ses ennemis.

Mélenchon présente une analyse pertinente et met en garde face aux attaques présidentielles contre la laïcité. Nous pouvons toutefois regretter que la taille de l'ouvrage ne lui permette pas

d'approfondir une analyse qui tombe parfois dans le renvoi peu explicite à des références supposées évidentes. Finalement, sur le fond, les contradictions de fait entre le discours moraliste de Latran et le mode de vie personnel du président prêteraient à sourire, si n'étaient présents dans ses propos les germes d'un impérialisme fascisant.

Sébastien Schnyder

À lire: Jean-Luc Mélenchon, *Laïcité: Réplique au discours de Nicolas Sarkozy, Chanoine de Latran, Paris, Bruno Leprince, 2008.*

DOSSIER: RELIGIONS

«Pour la laïque»

L'histoire du socialisme est peuplée de figures qui peuvent encore nous inspirer aujourd'hui. Dans un numéro consacré aux rapports que le socialisme entretient avec la religion, le nom de l'une d'entre elles vient assez naturellement à l'esprit: Jean Jaurès. Son combat pour l'école laïque et contre la mainmise de l'Église catholique sur l'esprit des enfants est demeuré fameux. La récente réédition d'une anthologie de ses discours par les éditions Flammarion tombe ainsi à point nommé pour se rappeler quelques-unes des positions de Jaurès, par exemple son fameux discours de 1910 consacré à l'école laïque. Que la question du contenu de l'enseignement soit liée à la fonction sociale qu'on lui assigne – fabriquer des sujets obéissants ou des citoyen-ne-s libres – est pour Jaurès une évidence. Il y décrit donc l'esprit religieux comme «l'habitude de subordonner l'individu à un ensemble» (p. 231), à l'envers du rôle éducatif que doit assumer l'État.

Comment juger aujourd'hui son optimisme, lorsqu'il déclare que «l'Église catholique ne peut plus se mouvoir sans se mouvoir

dans le sens du siècle (...). Quoi que vous fassiez, ou vous périrez, ou vous ferez à la science, à la démocratie, à la liberté, de nouvelles et si fortes concessions que tous les enfants de la patrie pourront se réunir dans une enceinte commune» (p. 226)? Si la religion est bien allée «dans le sens du siècle» sur de nombreux points, n'attend-elle pas toujours la première occasion pour s'en détacher, lorsque les circonstances seront plus propices?

Où, assurément, le lecteur du jour pourra se reconnaître, c'est lorsque, dans sa péroraison, Jaurès lie indissolublement «question scolaire» et «question sociale», «laïcité de l'enseignement et progrès social», grâce à l'école obligatoire pour tou-te-s. Mais comment le faire «si nous laissons des classes de 60-70 élèves», «si nous n'avons pas le courage de pousser jusqu'à quatorze ans la scolarité», si, en fait, l'on ne donne pas de moyens suffisants à l'école pour former de futurs citoyen-ne-s?

Antoine Chollet

À lire: Jean Jaurès, *Discours et conférences, Paris, Champs-Flammarion, 2011.*

Poursuivre la discussion

La rédaction de *Pages de gauche* va organiser cet automne un débat autour des différentes questions soulevées par ce dossier sur les religions et les églises, sur le modèle de ce qui a été fait l'an passé à propos de la famille (voir nos numéros 90 et 96).

Notre numéro de rentrée, en septembre, vous donnera davantage d'informations pour vous permettre d'y participer. D'ici là, n'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires et réactions!

HISTOIRE DE LA GAUCHE

«On revendique un monde différent, il faut le faire exister!»

La gauche de la social-démocratie se débat depuis son origine avec une profonde contradiction: transformer profondément le système libéral dont elle accepte pourtant les règles du jeu. Pour ce faire, elle doit lutter aussi bien contre la bourgeoisie que contre les tendances droitières de son propre parti. Comment construire une aile gauche qui sache peser sur le parti? Retour sur quelques expériences passées avec Pierre Aguet, membre de la première heure de cette aile et qui a su – c'est rare! – y rester fidèle.

En 1970, alors que vous êtes l'une des principales figures de la gauche du Parti socialiste vaudois, vous êtes nommé au poste de secrétaire cantonal contre l'avis de tous les principaux cadres du parti. Comment une telle victoire a-t-elle été possible?

Le premier facteur est d'ordre politique. Je défendais alors des thèmes qui rencontraient un succès croissant parmi les militant-e-s du parti. J'ai notamment beaucoup travaillé pour l'union de la gauche en parallèle à ce qui s'accomplissait en France. Cela effrayait beaucoup de cadres qui craignaient d'être associés aux «rouges».

L'autre facteur tient à la dynamique du parti. Depuis plusieurs années, celui-ci était verrouillé

par Pierre Graber et ses proches. Son horizon: le Conseil fédéral. Il voulait donner des gages aux partis bourgeois. Le comité directeur était devenu une simple chambre d'enregistrement, toutes les décisions étant prises par le bureau. En 1970, lorsque Graber est parti au Conseil fédéral, cela a agi comme un déclic. Au PS, lorsqu'il y a désignation, les votes se font au bulletin secret. Cela a certainement aidé certains membres du comité directeur à me soutenir au détriment du candidat officiel et au final je l'ai emporté... avec une voix de différence. Après cela, j'ai dû seul trouver un local et aucun cadre n'a mis les pieds dans mon secrétariat pendant une année.

Dix ans plus tard se constitue le Groupe d'Yverdon qui veut organiser la gauche du parti. Vous qui avez participé à son lancement, comment analysez-vous les raisons de son échec?

Prenons l'un de ses thèmes de prédilection: la présence socialiste au Conseil fédéral. Ce dernier thème a ressurgi en 1983 avec la non-élection de Lilian Uchtenhagen [première femme candidate au Conseil fédéral] par les Chambres fédérales, pourtant présentée officiellement par le PS. Les magistrats socialistes ont craint qu'un éventuel retrait fasse tache d'huile aux niveaux cantonal et communal et ils ont battu le rappel des troupes. Au congrès de Berne chargé d'examiner la question, on n'a jamais vu autant de sections et le maintien a été voté à une confortable majorité. Le travail intellectuel du Groupe d'Yverdon n'a pas été inutile, mais il ne s'est pas suffisamment accompagné d'un travail de terrain. C'est pour cela que lorsqu'il a essayé de peser sur le parti, il a échoué.

Quelles conclusions tirez-vous de votre long engagement militant? Qu'est-ce qui permet à la gauche de peser?

L'idée initiale du Groupe d'Yverdon – développer la forma-

tion politique – était bonne. Pour de nombreuses-eux militant-e-s, cette formation est bâclée. Après une élection au sein d'un Conseil communal, elle se fait sur un coin de table en fréquentant des conseillères-ers plus expérimentés... souvent de droite. La formation politique doit être portée au sein des sections elles-mêmes par un travail de terrain. Sinon, lorsqu'on parvient au pouvoir, on se contente de montrer que l'on sait gouverner aussi bien que la droite, alors qu'on devrait montrer qu'on le fait mieux et surtout différemment. C'est d'autant plus dur pour l'aile gauche que ses militant-e-s les plus actifs sont vite sollicités pour tel ou tel mandat, sont élus, s'intègrent au système bourgeois et perdent progressivement leur aiguillon.

Enfin, ce qui manque au socialisme du début du XXI^e siècle, c'est la volonté qu'il a eue au XX^e siècle de s'organiser en dehors des structures de la société capitaliste. À mon échelle, j'avais mis en place une structure au titre un peu ronflant la «Coordination vaudoise des forces populaires» qui rassemblait non seulement les partis de gauche et les syndicats mais au sein de laquelle nous invitions aussi les SATUS (gymnastique ouvrière), les gérants des Coop locales, les chœurs ouvriers, etc. De nos jours, certaines de ces structures ont disparu, mais pas toutes et d'autres ont émergé. Pensons à ce qui se fait du côté de l'économie sociale et solidaire, aux coopératives, aux mutuelles. Le PS est trop éloigné de telles organisations qui, si elles ne rejettent pas le système, ne travaillent pas non plus pour engraisser des actionnaires. On revendique un monde différent, il faut le faire exister dès maintenant et non pas seulement s'impliquer dans la gestion des institutions du système capitaliste.

Propos recueillis par Julien Wicki



Pierre Aguet (fin des années 1970)

SAHARA OCCIDENTAL

Un échec de la décolonisation

Pourquoi ne parle-t-on pas de ce conflit qui oppose depuis 35 ans le peuple sahraoui au Maroc? Les intérêts occidentaux, surtout français, ménagent la royauté absolue du Maroc, au détriment du droit d'un peuple à disposer de son avenir et des droits humains élémentaires, bafoués par l'occupant.

Les Sahraoui-e-s vivent au Sahara occidental, région située entre le Maroc et la Mauritanie, avec une frontière algérienne. Le pays, de 266'000 km², est désertique, avec 500 km de côte atlantique très poissonneuse. La population d'environ 600'000 habitant-e-s, autrefois nomade, est composée d'un mélange de Berbères et d'Arabes; ils parlent le hasania, proche de l'arabe classique. La religion est l'Islam, rite sunnite, modéré, sans imam ni hiérarchie religieuse. Les Sahraoui-e-s refusent l'autorité d'un monarque. Ils avaient auparavant un conseil de quarante «sages» pour régler les problèmes d'eau (les puits) et de pâturages.

COLONIALISME CONTINUÉ

En 1885, la conférence de Berlin attribue ce territoire à l'Espagne. En 1975, au lieu d'appliquer le référendum d'autodétermination préconisé par l'ONU et le Tribunal de La Haye, l'Espagne quitte le pays en l'abandonnant au Maroc, qui remplace le colonisateur espagnol. La «marche verte» des Marocain-e-s est alors surtout une occupation militaire et policière. Sous la direction du Front Polisario, parti unique du côté sahraoui, s'organise alors la guerre de libération.

Pour échapper à un ethnocide, une partie de la population s'enfuit sur territoire algérien ami, près de Tindouf, où s'érigent quatre camps de réfugié-e-s (environ 165'000 personnes). L'Algérie soutient activement les Sahraoui-e-s, pour leur survie alimentaire en particulier, le désert de Tindouf étant parfaitement aride. L'aide est aussi indirectement militaire.

En 1976, la République Arabe Sahraoui Démocratique (RASD) est proclamée avec une structure d'État complète; son rôle est la lutte

pour l'indépendance, l'instruction, la formation, la santé, toute l'organisation de la vie dans les camps, etc. Reconnue par 80 pays, elle fait partie de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine).

La guerre est menée, malgré l'asymétrie des moyens (les forces marocaines sont dix fois plus nombreuses), grâce à des coups de main emportant prisonniers et matériel. Pour contrer ces attaques surprises, le Maroc érige dès 1981 des murs de sable truffés de mines (1500 km de murs et 1,5 millions de mines). Le Maroc occupe environ les 80% du territoire. Les Sahraoui-e-s se sont pourtant toujours refusés à tout acte de terrorisme au Maroc, où pourtant ils ont des relais.

LE RÔLE DE L'ONU

L'ONU aide la population des camps au travers du HCR et du PAM (Programme alimentaire mondial). En 1991, elle obtient un cessez-le-feu qui devait être suivi du référendum d'autodétermination accepté alors par le roi du Maroc. Mais le vote est reporté depuis vingt ans. Mohammed VI refuse d'envisager une indépendance, ne promettant qu'une autonomie limitée alors que les Sahraoui-e-s veulent un vote clair: pour l'indépendance ou pour l'annexion. La situation est donc bloquée.

Sur place, l'ONU est représentée par la Minurso, qui contrôle le cessez-le-feu, mais contrairement à d'autres missions, elle ne fait rien pour la protection des civil-e-s dans les zones occupées. Le veto de la France, alliée inconditionnelle du Maroc, empêche toute politique plus volontariste.

Dans les territoires occupés, les journalistes «non conformes» ne peuvent témoigner. Depuis 1975, les arrestations par l'armée et la gendarmerie marocaines ne se comptent plus, avec des «disparu-e-s» par centaines. Depuis 2005, une *intifada* s'est instaurée, suivie de l'habituelle répression féroce des forces de sécurité marocaines.

Avant les événements de Tunisie, un ras-le-bol s'est manifesté en octobre 2010: 20'000 Sahraoui-e-s

de la capitale occupée, El Ayoun, ont érigé un camp dans le désert pour protester contre leur situation sociale: licenciements, chômage, logements précaires, discriminations, cherté de la vie, etc. Répression brutale, morts, mais *black-out* complet de la part des médias. L'Occident se tait pour protéger «notre ami le roi», comme il le faisait à l'égard de Ben Ali, de Moubarak et des autres. Le Maroc sait recevoir les touristes, il exporte les phosphates du Sahara occidental, et signe avec l'UE des accords de pêche juridiquement contestables portant sur les côtes sahraouies.

Dans les camps et la zone libérée, la vie est dure et la situation toujours provisoire. Les jeunes ont une formation acquise sur place ou à l'étranger (Algérie, Espagne, Cuba, ...) mais n'ont pas de possibilité de travail, sinon dans l'enseignement, la santé, le petit commerce... peut-être l'armée. Les dirigeants, tous des hommes, sont pratiquement les mêmes depuis 35 ans. La relève se fait lentement; on l'observe par exemple chez les représentant-e-s de la RASD, parmi lesquel-le-s on compte beaucoup de jeunes et de femmes.

*Jean-Claude Vautier
Comité suisse de soutien au
peuple sahraoui*

Femmes sahraouies

Elles ont un rôle important dans la société nomade. Elles sont voilées contre le sable, comme les hommes. Souvent analphabètes il y a 35 ans, elles ont été alphabétisées à plus de 90% dans les écoles des camps créées pour elles et leur famille. Elles occupent des postes de plus en plus importants dans les camps, dans les instances dirigeantes et comme représentantes à l'étranger. Test important: la femme peut demander et obtenir le divorce; dans ce cas, elle conserve la tente (logement) et la garde des enfants.

Présence en Suisse

Une délégation sahraoui est établie à Genève, pour l'ONU et la Suisse qui la reconnaît comme mouvement de libération et fournit une aide en faveur des camps sur place. Des comités suisses de soutien au peuple sahraoui organisent l'aide en faveur de ce dernier. Ils publient un bulletin d'information, *Nouvelles sahraouies*, qui paraît quatre fois par année (renseignements: www.arso.org).

SYNDICALISME

Naissance d'un mouvement

La «Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques» et la «Recommandation» qui l'accompagne ont été adoptées le 16 juin par la Conférence internationale du Travail (CIT), par de très larges majorités. La convention est un traité international qui est le cadre de la législation du travail des États membres qui l'ont ratifié.

L'importance de ce vote se trouve autant dans ces normes elles-mêmes que dans le processus qui leur a donné naissance.

CONTENU DE LA CONVENTION

L'effet essentiel des nouvelles normes est la reconnaissance des employés de maison, qui sont d'ailleurs essentiellement des employées (85% de femmes), comme travailleuses-eurs: ni «servantes», ni «membres de la famille», mais *travailleuses-eurs*, avec les mêmes droits fondamentaux que leurs homologues, à commencer par la liberté d'association et le droit à la négociation collective.

Par ailleurs, les normes établissent des règles concernant le temps de travail, la rémunération et les autres conditions du travail domestique (on trouve le texte sur le site du BIT: www.ilo.org).

Juan Somavia, directeur général du Bureau international du Travail, a déclaré: «Pour la première fois, nous appliquons le système normatif de l'OIT à l'économie informelle et cette percée revêt une grande signification. L'histoire est en train de s'écrire».

En fait, c'est la deuxième fois: en 1996, la CIT avait adopté la Convention 177 concernant le travail à domicile, c'est-à-dire des personnes qui produisent des marchandises (vêtements, tabacs, assemblage électronique, etc.) ou fournissent des services (par ordinateur) depuis leur domicile. Il est vrai que les circonstances étaient alors très différentes.

En 1996, la tentative de réglementer le travail à domicile rencontra une opposition violente de la part du patronat, dont les délégués quittèrent même les réunions où ils se trouvèrent en minorité. Le groupe ouvrier, un-

nime à soutenir la convention, n'était cependant pas fortement structuré: la coalition qui menait la lutte se réduisait, pour l'essentiel, à la *Self-Employed Women's Association* (SEWA) indienne, syndicat de femmes auto-employées, à l'UITA, Internationale des travailleuses-eurs de l'alimentation, de agriculture et de l'hôtellerie à laquelle le SEWA était affilié, et au FNV, centrale syndicale des Pays-Bas.

La convention sur le travail à domicile, adoptée en 1996 avec une mince majorité, continue à susciter la colère du patronat, qui avait déclaré son intention de tout faire pour empêcher sa ratification par les États et, à ce jour, seulement sept pays l'ont ratifiée. À l'époque, Somavia nous avait déclaré que nous ne pouvions pas compter sur l'aide du BIT pour les ratifications puisque la convention «n'avait pas été adoptée par un consensus tripartite».

LES CHOSES CHANGENT

En 2011, la situation a changé. Le SEWA, avec des alliés dans le monde syndical, universitaire et du service public, crée, à partir de 1997, un réseau international de femmes qui se donne pour mission de syndicaliser les femmes dans le travail informel: le WIEGO (*Women in Informal Employment Globalizing and Organizing*). À peu près au même moment, se crée le Global Labour Institute (GLI), une ONG parasyndicale alliée à l'UITA, qui va assurer pendant deux ans le travail d'organisation du WIEGO. L'UITA et le GLI s'affilient au WIEGO. Voici l'infrastructure en place.

Entre temps, les employées de maison ont découvert leur force. En 2006, une ONG hollandaise, disparue depuis, organise le premier rassemblement international d'organisations de travailleuses domestiques, auquel participent également le WIEGO et l'UITA comme observateurs. On constate qu'il y a des syndicats d'employées de maison importants en Afrique, qu'une coordination régionale englobant quinze pays existe depuis 1988

déjà en Amérique latine, que des conventions collectives nationales existent en Allemagne, en France, en Italie, en Uruguay, que des travailleuses de nationalités diverses créent des syndicats à Hong Kong, etc.

UN NOUVEAU MOUVEMENT

Un comité est élu en 2006, et se transforme en 2008 en un comité directeur, composé uniquement de travailleuses domestiques. En 2009, elles élisent une collaboratrice du GLI comme coordinatrice: elle travaille avec un mandat de l'UITA et son salaire est payé par le WIEGO. Les services du BIT préparent un excellent projet de Convention, qui est examiné en première lecture à la CIT de 2010, où le «Réseau international de travailleuses et travailleurs domestiques» apparaît comme une équipe soudée, combative, pleine d'allant. Les gouvernements, sauf les plus réactionnaires, s'inclinent, et les employées-eurs comprennent qu'ils ont perdu la partie: l'acharnement dans l'opposition ne peut que leur nuire davantage.

C'est ainsi que les nouvelles normes sont adoptées en 2011, avec une majorité énorme, accompagnées par une ovation du Groupe Travailleur et de quelques gouvernements. Un groupe de travailleuses domestiques déroule une banderole: «Gouvernements, faites votre travail domestique et ratifiez!», Somavia les invite dans son bureau et se fait photographier avec elles et la bannière.

En résumé: une catégorie de travailleuses dont on disait qu'elle était «impossible à syndiquer» s'est organisée elle-même, avec le soutien d'un mouvement de femmes et de la gauche syndicale. Il n'existe pas de travailleuses-eurs impossibles à syndiquer!

Le mouvement international va changer. Les travailleuses du secteur informel vont le rejoindre. Elles subissent les pires formes d'exploitation, elles n'ont peur de rien, se battent comme des lionsnes, et elles savent rire!

Dan Gallin

LIVRE

L'éducation des mères

L'ouvrage de la sociologue Sandrine Garcia, *Mères sous influences*, se penche sur deux processus renforçant le rôle des femmes dans la production des enfants. La première partie de son livre est consacrée à une analyse de l'association Maternité heureuse, renommée Mouvement français pour le planning familial (MFPF) en 1960, qui a joué un rôle important dans la légalisation de la contraception, puis avec le MLF et d'autres mouvements plus radicaux dans celle de l'IVG. L'auteure rappelle que la fondatrice de l'association, Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé, elle-même médecin, s'est entourée de nombreuses consœurs et confrères pour asseoir scientifiquement la légitimité du contrôle des naissances face à des adversaires invoquant la morale catholique, notamment l'église et l'Ordre des médecins. Armé de savoir médical et de psychanalyse, le corps médical de l'association défend une maternité contrôlée, comme clé pour produire des enfants en bonne santé, avec l'idée que les enfants désirés et en production raisonnée préservent la santé des mères et améliorent le lien mère-enfant,

tous deux garants de leur «bon» développement.

PSYCHANALYSE CONTRE RELIGION

Cette assise «scientifique» a permis de revendiquer une position d'expertise refusant le débat politique et se plaçant «au-dessus de la mêlée». Le revers de cette victoire des expertes est que la contraception a été obtenue davantage au nom de la santé, pour la prévention de l'avortement et la promotion d'une «maternité choisie», qu'en établissant un droit à disposer de son corps et une plus grande autonomie des femmes, notamment par un éventuel choix de ne pas produire d'enfant. Cela résulte en un renforcement du pouvoir médical sur ces questions et un remplacement de la morale religieuse par les normes médicales, définissant ce qui est sain, non seulement pour les femmes, mais également pour les enfants. Et c'est ce dernier point que traite la seconde partie de l'ouvrage où la sociologue décrit la construction d'une cause de l'enfant par des psychanalystes, la plus célèbre, emblème de ce courant, étant Françoise Dolto, par ailleurs catholique défavorable au contrôle des naissances.

BÉBÉ CONTRE MAMAN

Celle-ci est présentée comme figure des «entrepreneurs de morale» qu'étudie Sandrine Garcia, professionnel-le-s du conseil et du soin, qui justifient la légitimité de leurs interventions par la «vérité scientifique» de la psychanalyse et le bien de l'enfant. La chercheuse met en avant la place centrale que vient désormais occuper l'enfant dans ces discours prônant le respect de sa nature et condamnant toute contrainte éducative comme de la violence. Or, au vu du dévouement exigé, la contrainte revient aux femmes, qui se voient réassignées à leur seule fonction reproductrice. On retrouve ici le recours à une autorité scientifique et à la rhétorique du «risque psychologique» que font courir les «mauvaises mères» à leur progéniture, pour rappeler à l'ordre celles qui négligeraient leurs responsabilités envers ces enfants, qu'elles ont dorénavant «choisi» d'avoir. Sans l'assumer, la cause des enfants vient donc s'inscrire contre la cause des femmes.

Stéphanie Pache

À lire: Sandrine Garcia, *Mères sous influences*, de la cause des femmes à la cause des enfants, Paris, La Découverte, 2011.

LIVRE

Filles de Virginia Woolf

«Les faiseuses d'histoires ne sont pas des figures héroïques, plutôt des emmerdeuses» (p. 84). Des emmerdeuses, en l'occurrence Vinciane Despret et Isabelle Stengers, qui posent la question: «comment penser en tant que femmes?» dans un monde universitaire naguère «réservé» aux hommes. La problématique semble flirter avec un certain essentialisme mais il n'en est rien: leurs propos s'inscrivent dans une perspective de genre, «pratique, politique, éthique et esthétique».

Les deux philosophes ont souhaité, pour stimuler leur réflexion, interpeller des femmes universitaires appartenant à di-

verses disciplines, à partir du cri de Virginia Woolf adressé aux femmes dans les années 1930: «*Think we must!*».

Chacune des intellectuelles nous offre des visions contrastées mais aussi complémentaires de leur rapport à la connaissance en lien avec leur expérience de l'université, de la domination masculine dans la production et la gestion du savoir. Commentant leurs propos, Stengers et Despret n'ont pas pour véritable intention de produire une synthèse, ni encore moins de fournir des réponses définitives à la question initiale. L'enjeu du livre est bien plutôt de provoquer la pensée et d'alimenter sa dynamique

de résistance face aux inégalités de genre. Faire des histoires plutôt que de «se soumettre courageusement, dignement à ce qui se présente comme inélictable». À travers cet appel, le «*we*» de «*think we must!*» dépasse largement le sujet initial, les femmes à l'université. Il inclut toutes celles et ceux qui veulent faire des histoires, aux emmerdeuses et aux emmerdeurs récalcitrant-e-s.

Philippe Gilbert

À lire: Vinciane Despret, Isabelle Stengers, *Les faiseuses d'histoires*. Que font les femmes à la pensée? Paris, Les Empêcheurs de penser en rond / La Découverte, 2011.

Pierre Keller président de l'Office des vins vaudois



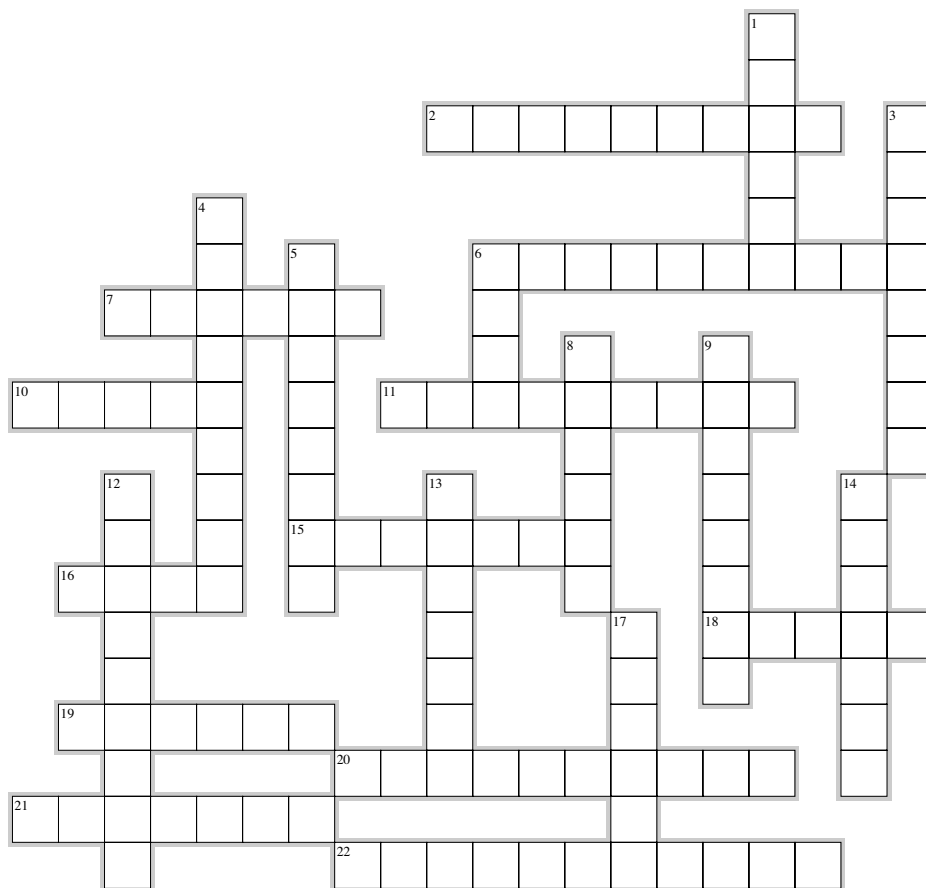
JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

VACANCES

Pour les vacances, *Pages de gauche* vous propose de réviser les noms des personnalités politiques suisses avant les prochaines élections fédérales.



Horizontalement

2. il porte le même nom et doit le regretter
6. promène sa queue de cheval dans toutes les réunions d'extrême droite en Europe
7. même pas peur
10. médecin malgré lui
11. un bon loup est un loup mort
15. même Lolita Morena a craqué pour lui
16. roi des absents à Berne
18. 30 ans, toujours puceau
19. on aimerait qu'il nous lâche la grappe
20. a un problème d'élocution, donc préfère ne pas parler
21. déjà vieux, de droite et réac'
22. a démissionné 14 ans trop tard, dort toujours

Verticalement

1. lui-même ne sait plus ce qu'il fait là-bas
3. se rend à Ecône en moto
4. pour les familles et le raclette
5. Qui? Ah lui...
6. ne jamais le laisser faire
8. vient de passer son permis tracteur
9. toujours jeune
12. roi de Martigny
13. son dada c'est les étrangers
14. moustachu, voudrait annexer la Savoie
17. enfume la droite qui le lui rend bien